

Table ronde n°1 : Face aux urgences, comment les Etats et les villes doivent-ils coopérer pour réinventer nos territoires ?

Synthèse par Vanille Guichard : Architecte-urbaniste et Directrice aménagement et renouvellement urbain à la ville de Koungou à Mayotte.

Toutes les expériences évoquées montrent un grand panel de problématiques dans les territoires, mais aussi un grand nombre de solutions qui ont été testées.

Les 12 témoignages relèvent de contextes différents mais ont en commun des problèmes qui s'accroissent tandis que l'action publique est trop lente. Un des intervenants a aussi souligné qu'il ne faut pas aller trop vite pour des transformations durables. Alors comment faire ? Il est urgent d'intervenir et de tester des solutions concrètes pour les gens à partir du terrain, des alternatives aux modèles que nous connaissons. Il ne faut pas attendre d'avoir des solutions toutes faites sur le papier – car elles n'existent pas - mais agir et communiquer sur les retours d'expérience et construire petit à petit de nouveaux modes opératoires adaptés aux territoires. Ces cadres repensés à partir du terrain seront nécessairement portés par les élus, à l'échelle des villes. Cela afin de permettre l'enrichissement et l'évolution des cadres plus larges à l'échelle nationale ou internationale, dont la justesse des actions se mesure au développement des territoires réalisés par eux-mêmes.

3 idées principales sont ressorties de ces deux tables rondes :

- Coopérer est essentiel pour partager les retours d'expériences. C'est une évidence, utile à rappeler car elle permet aux projets de se questionner et d'évoluer. Il s'agit de parler « concret » car c'est dans la réalisation que les personnes se retrouvent.
- Les projets et donc le changement demande d'accepter de rompre avec certaines pratiques tout en partant du local. Cela implique d'être précis et de territorialiser les problématiques : informel et insalubre n'est pas la même chose.
- « Ne pas angéliser l'informel, souvent les gens n'ont pas le choix » : partir des besoins des gens sur le territoire permet de tester des solutions adaptées afin de ne pas plaquer des « bonnes pratiques » parfois décorrelées du terrain.

Tout d'abord, les villes de Paris et d'Abidjan nous ont partagé des outils mis en place pour accompagner le changement (PLU bioclimatique, piétonisation des quais de Seine pour Paris). A Abidjan, la croissance rapide de la ville a incité l'agence d'urbanisme à tester des outils en fonction des besoins. Par exemple, elle a d'abord mis en place un observatoire pour projeter son développement avant de créer 1 PLU par unité urbaine. Pour cela, la ville d'Abidjan est

allée au-delà de la simple règle d'urbanisme édictée hors-sol par la mobilisation d'acteurs sur le terrain.

La ville de Paris a démontré que résilience ne veut pas dire tout accepter et que le changement demande parfois de prendre des décisions impopulaires avec un portage politique fort. Expérimenter des solutions est un risque et implique des étapes difficiles mais nécessaires. C'est accepter de ne pas toujours faire consensus.

La FNAU, le ministère de la transition écologique, l'UNESCO et le réseau des villes créatives ont mis en avant plusieurs outils qui sont à la disposition des villes pour communiquer et partager leurs retours d'expérience à une échelle plus large.

La 2^{ème} table ronde a permis d'aller plus loin avec :

- Le grand Genève qui nous a parlé des espaces transfrontaliers,
- Nouakchott qui nous a montré les enjeux complexes de son territoire pris entre mer et désert et pour lesquels un projet d'accès à l'eau a été permis grâce à une coopération riche entre Bordeaux, Metz, Montpellier, Marseille et Nouakchott ;
- La Tunisie, avant-gardiste dans son exposition aux effets du changement climatique avec 50°C et de fréquentes coupures d'eau, qui a des groupes d'étude rassemblant des villes aux problématiques similaires pour mutualiser leurs retours d'expérience et permettre leur montée en compétence ;
- Le secrétariat général à la planification écologique en France qui a mis en place des coopérations territoriales qui démontrent que les nouveaux besoins font nécessairement émerger de nouveaux métiers.
- Le regard scientifique du centre politique de la terre a donné l'exemple du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) pour montrer qu'il est nécessaire de dépasser des contextes et acteurs différents pour agir. Ce témoignage a insisté sur l'importance de dépasser l'intention pour la faire atterrir sur le territoire et ses spécificités et sur la nécessité de mettre de la souplesse dans les cadres normatifs afin de faciliter l'action.

Développer le territoire face à l'urgence c'est générer le changement, accepter de ne pas faire toujours consensus et de passer des étapes difficiles ou des prises de décision parfois impopulaires pour passer à l'action et remettre l'intérêt général au centre. C'est éminemment politique, nécessairement dans la coopération et ça part du territoire et de son échelle locale.

La notion de limite a été évoquée à plusieurs titres : sur la limite de nos modes opératoire ou encore la limite de nos territoires face aux besoins toujours plus grands à satisfaire. La ville de Koungou à Mayotte où je travaille illustre bien les problématiques dont on vient de parler. Elle incarne et concentre l'ensemble des sujets évoqués par ces deux tables rondes. L'île de Mayotte est un petit territoire au milieu de l'océan indien, plus jeune département français à double titre. Etant une île, elle ne pourra pas s'étendre davantage et doit donc trouver des solutions propres aux problèmes qu'elle rencontre. Cumulant de nombreuses difficultés (crises de l'eau, crises sociales, sécuritaires, sanitaires, du logement, etc.), cette île est aussi pleine de ressources et de potentialités pour son développement.

Les crises sont aussi des opportunités pour agir et tester des solutions. Elles permettent aux territoires d'être démonstrateurs.

A Mayotte, la résorption des bidonvilles pour permettre un accès au logement des populations est un enjeu majeur. Pourtant, de nombreuses opérations ont été réduites à l'apports de réseaux sans toucher aux habitations précaires. Pourquoi ? La dérogation du droit au séjour propre à ce territoire ne permet pas l'accès aux aides et donc aux logements sociaux aux personnes détentrices de titre de séjour 1 an, parfois renouvelé depuis 10, 15, 20 ans. Par ailleurs, le faible nombre de logements sociaux éloigne d'autant plus les habitants de leur accès à un logement. Face à la forte croissance des bidonvilles, dont beaucoup en zones exposées aux risques, il devient urgent de mesurer l'impact de l'inaction et tester des solutions pour réinventer le cadre normatif jugé inadapté.

A Majicavo, un bidonville situé sur un talus a fait face à des aléas de chutes de blocs dans le village qui ont rendu d'autant plus urgent l'intervention des pouvoirs publics pour la sécurité des personnes. Le suivi social des ménages, la démolition du bidonville, le relogement en urgence des populations et la construction sur la partie préservée des risques d'un nouveau type de logement a été précurseur. Accompagnée de sa maîtrise d'œuvre (BE Harappa) et des services de l'Etat, la ville de Koungou a testé un modèle de logements à couts maîtrisés grâce à l'industrialisation de sa construction. Après la construction de ces 30 nouveaux logements à Majicavo, un décret a été pris par l'Etat pour la création d'un nouveau statut de logements : le logement locatif très social adapté. Cette petite opération a démontré la possibilité de faire et le besoin de créer un cadre juridique et financier ainsi que des opérateurs sociaux pour ce type de produits logements.

C'est donc par la démonstration à petite échelle que le territoire a porté, qu'il a initié un changement à plus grande échelle. Le changement ne pourra se concrétiser qu'à partir des besoins observés sur le terrain et des spécificités de chaque territoire, meneurs de leurs propres réinventions.

Cette petite histoire montre qu'il est possible d'agir, que la ville de Koungou l'a démontré et qu'il est possible de faire du beau dans ces territoires.

Alors, face aux urgences, comment les Etats et les villes doivent-ils coopérer pour réinventer nos territoires ? Il n'y a pas de copier-coller, chaque territoire a ses spécificités. Il n'y donc pas une réponse mais plusieurs et elles partiront toutes du terrain, pour résonner par la coopération, être éprouvées scientifiquement, soutenues par les Etats et organisations internationales, pour enfin revenir sur le terrain, et atterrir.